

## **Examen professionnel SAENES classe supérieure, session 2023**

### **Proposition de corrigé**

#### **Introduction**

La laïcité est un principe républicain constitutionnel qui assure l'égalité des citoyens devant la loi quelle que soit leur appartenance religieuse. (art. 1 de la Constitution du 4 octobre 1958 ; art L. 141.1 du Code de l'éducation).

Au nom de cette liberté de conscience, le principe de laïcité protège les acteurs du système éducatif en leur offrant des garanties.

Toutefois, en corollaire de ces garanties, le principe de laïcité impose aux acteurs du système éducatif le respect de certaines règles dont la violation peut entraîner des sanctions.

#### **1<sup>ère</sup> partie : Le respect du principe de laïcité offre des garanties aux acteurs du système éducatif notamment aux agents publics, aux élèves et aux parents.**

##### **A) La laïcité accorde des droits aux agents publics dans l'accomplissement de leurs missions**

###### **a) Les agents publics ont droit à la liberté d'opinion**

Les agents publics ont droit à la liberté d'opinion. Les auteurs d'atteintes à la liberté d'opinion sont passibles de sanctions disciplinaires. (art. 6 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires).

###### **b) Les agents publics ont un droit à une formation à la laïcité.**

Les agents publics ont droit à une formation au principe de laïcité. Un référent laïcité est désigné dans les administrations afin d'apporter tout conseil utile concernant le respect du principe de laïcité à tout fonctionnaire et chef de service qui le consulte. (art. 3 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République).

Les chefs d'établissement qui sont en première ligne doivent bénéficier d'une formation spécifique et du soutien des services académiques et ministériels concernés (équipe académique des valeurs de la république, service juridique, et Direction des affaires juridiques). L'ensemble des personnels du ministère de l'Education nationale devra être formé d'ici 2025. (§ 3 et 4 de la circulaire du 9 novembre 2022 de M. le ministre de l'Education nationale et de la jeunesse).

###### **c) Les agents publics ont droit à une protection dans l'accomplissement de leur mission en cas d'atteinte à la laïcité**

Les personnels attaqués, menacés ou mis en cause dans l'accomplissement de leurs missions doivent bénéficier de la protection fonctionnelle. Toute infraction pénale doit donner lieu à une plainte et à un signalement au procureur. (§ 2 de la circulaire du 9 novembre 2022). Les auteurs de menaces, intimidations envers les agents publics en fonction s'exposent à des sanctions: amendes (75 000 €), peines de prison (cinq années), expulsion du territoire français pour les ressortissants étrangers. (art. 9 de la loi du 24 août 2021).

Il n'est pas permis de porter dans un service public une tenue destinée à dissimuler son visage sauf dans certains cas exceptionnels prévus par la loi. (art. 1, art 2 de la loi 2010-1192 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public).

##### **B) La laïcité accorde des droits aux usagers (élèves et parents)**

###### **a) Le service public de l'éducation garantit aux élèves le respect de toutes les croyances sous certaines conditions**

L'enseignement dispensé dans les établissements publics respecte toutes les croyances. L'Etat garantit aux élèves de l'enseignement public la liberté des cultes et l'instruction religieuse. ( art L 141.1 du Code de l'éducation).

L'enseignement religieux est donné en dehors des heures de classe dans les écoles publiques. (art. L141.4 du Code de l'éducation).

L'enseignement religieux est facultatif dans les écoles privées (art. L141.3 du Code de l'éducation).

Les élèves sont autorisés à porter des signes religieux discrets dans les écoles, collèges et lycées y compris dans les classes post-baccalauréat. (§ 2.1 de la circulaire du 18 mai 2004 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics). En outre, ils peuvent bénéficier d'autorisations d'absence à titre exceptionnel pour participer à des fêtes religieuses. (§ 2.3 de la circulaire du 18 mai 2004).

**b) Les parents d'élèves et certains candidats aux examens et concours sont dans une situation plus favorable que les élèves**

L'interdiction de porter des signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics ne s'applique pas aux parents d'élèves et à certains candidats aux examens et concours convoqués dans un établissement public (candidats individuels, candidats établissements privés). (§ 2.3 de la circulaire du 18 mai 2004).

**c) Le dialogue avec les familles est recommandé en cas de port de tenue ou de signe manifestant ostensiblement une appartenance religieuse par un élève.**

La direction de l'établissement public doit engager obligatoirement un dialogue avec la famille, ou avec l'élève s'il est majeur, lorsque qu'un élève se présente en portant une tenue ou un signe manifestant ostensiblement une appartenance religieuse, afin de parvenir à un respect de la réglementation. A cet égard, le règlement intérieur de l'établissement doit mentionner que ce dialogue est obligatoire avant le déclenchement de toute poursuite disciplinaire (III. de la circulaire du 18 mai 2004).

**Deuxième partie : Le respect du principe de laïcité impose des obligations aux acteurs du système éducatif dont la violation peut entraîner des sanctions**

**A) La laïcité limite la liberté d'expression des agents publics et des élèves.**

**a) Les agents publics ont des obligations statutaires de neutralité et de laïcité.**

Les agents publics sont tenus à une stricte obligation de neutralité. Ils exercent leurs fonctions dans le respect du principe de laïcité. Ils doivent s'abstenir de manifester leurs croyances religieuses dans l'exercice de leurs fonctions. Ils doivent traiter de façon égale toutes les personnes et respecter leur liberté de conscience et leur dignité. (art. 25 de la loi du 13 juillet 1983).

Les agents publics ne doivent porter aucun signe religieux même discret (§ 2.3 de la circulaire du 18 mai 2004).

**b) Les élèves doivent s'abstenir de tout prosélytisme religieux et se conformer à l'obligation d'assiduité**

Les élèves ne doivent en aucun cas porter des signes et tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse. (§ 2.1 de la circulaire du 18 mai 2004). Cette interdiction doit être mentionnée au règlement intérieur de l'établissement. (IV. de la circulaire du 18 mai 2004).

Ils ne peuvent se prévaloir de leurs croyances religieuses pour refuser de se conformer aux règles applicables à la tenue des élèves dans l'établissement, s'opposer au contenu d'un enseignement, se soustraire à l'obligation d'assiduité, et renoncer à se présenter aux épreuves d'un examen. (§ 2.3 de la circulaire 18 mai 2004).

Les comportements des élèves qui portent atteinte à la laïcité doivent être sanctionnés. (§1 de la circulaire du 9 novembre 2022). Une procédure disciplinaire doit être initiée par le chef d'établissement à l'encontre d'un élève qui, en dépit de la phase de dialogue, persisterait à se présenter dans l'établissement en portant un signe ou une tenue manifestant ostensiblement un caractère religieux (§3.3 de la circulaire du 18 mai 2004).

## **B) L'Etat encadre davantage l'instruction donnée au sein de la famille et renforce son contrôle sur les établissements privés**

### **a) L'Etat encadre davantage l'instruction donnée au sein de la famille**

L'instruction donnée dans la famille est soumise à autorisation préalable (et non plus seulement à déclaration) et est accordée uniquement pour quatre motifs : état de santé ou handicap de l'enfant, pratique d'activités sportives ou artistiques intensives, itinérance de la famille, situation propre à l'enfant motivant le projet éducatif. (art. 49 de la loi du 24 aout 2021).

Des moyens à contenus pédagogiques et surtout une offre numérique minimale permettant le partage des valeurs de la République et l'exercice de la citoyenneté sont mis à la disposition des enfants. (art. 49 de la loi du 24 aout 2021).

Il n'est pas délivré d'autorisation d'instruire des enfants en famille aux personnes qui ont été définitivement condamnées par le juge pénal pour crime ou délit à caractère terroriste, ni aux personnes inscrites au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes pour une condamnation définitive. (art. 50 loi du 24 aout 2021).

Un identifiant national est accordé à chaque enfant instruit dans sa famille pour faciliter le suivi de l'obligation d'instruction par le maire et les autorités académiques (art. 51 de la loi du 24 aout 2021).

Les écoles volontaires peuvent organiser, à titre expérimental, une journée pédagogique consacrée à la citoyenneté, aux principes républicains, à la transmission des instructions et informations en matière d'éducation au corps et aux droits de l'enfant et à la lutte contre les violences éducatives ordinaires, pour les enfants recevant une instruction dans la famille. (art. 52 de la loi du 24 aout 2021).

### **b) L'Etat renforce son contrôle sur les établissements privés en durcissant leurs obligations et les sanctions qui leur sont applicables**

Le régime de la déclaration préalable à l'ouverture d'une école privée est maintenu. Les règles applicables aux établissements ouverts sans avoir respecté la procédure de déclaration sont en revanche durcies. En effet, le Préfet peut, après avis du Recteur, décider de l'interruption de l'accueil des enfants et la fermeture des locaux des écoles ouvertes irrégulièrement. (art. 53 de la loi du 24 aout 2021).

L'Etat renforce son contrôle sur les établissements privés hors contrat qui sont tenus de communiquer aux autorités de l'Etat compétentes des éléments d'information concernant les personnels (identité, âge, nationalité, titres, diplômes). En outre, ces établissements doivent communiquer aussi des documents relatifs à leur gestion budgétaire, financière et comptable précisant l'origine et la nature de leurs ressources. (art.53 de la loi du 24 aout 2021).

Le directeur d'un établissement privé hors contrat peut être sanctionné sur le plan pénal par une peine d'emprisonnement et au paiement d'une amende ou sur le plan administratif par une interdiction de diriger ou d'enseigner s'il persiste à ne pas remédier aux manquements observés (art. 55 loi du 24 aout 2021)

Les établissements qui n'ont pas conclu de contrat avec l'Etat se voient proposer par l'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation une charte des valeurs et principes républicains. (art 56 de la loi du 24 aout 2021).

## **Présentation de la copie, orthographe**